

## Washington demande l'arrestation du général congolais Ntaganda

@rib News, 10/11/2009 - Source Reuters L'Ã©missaire amÃ©ricain pour l'Afrique des Grands Lacs, Howard Wolpe, a demandÃ© Ã la RÃ©publique dÃ©mocratique du Congo (RDC) l'arrestation de l'ancien gÃ©nÃ©ral rebelle Jean Bosco Ntaganda inculpÃ© de crimes de guerre. Le gÃ©nÃ©ral Ntaganda, surnommÃ© "Terminator", est actuellement commandant en second des forces gouvernementales congolaises engagÃ©es dans une offensive contre des rebelles rwandais dans l'est de la RDC - offensive lancÃ©e en dÃ©but d'annÃ©e avec l'aval de la Mission d'observation des Nations unies au Congo. La Monuc, qui dit ne pas avoir de contact avec le suspect, affirme que le gouvernement de Kinshasa lui a assurÃ© que Ntaganda ne jouait pas un rÃ´le important dans les opÃ©rations. Jean Bosco Ntaganda, inculpÃ© de crimes de guerre par la Cour pÃ©nale internationale (CPI) de La Haye, a ralliÃ© l'armÃ©e congolaise en janvier, au dÃ©but de l'offensive contre les rebelles hutus des Forces dÃ©mocratiques pour la libÃ©ration du Rwanda (FDLR). "Nous pensons tout simplement que quelqu'un qui a commis des crimes de guerre ne devrait pas participer en ce moment Ã des opÃ©rations militaires de cette sorte mais devrait rendre des comptes", a dÃ©clarÃ© Howard Wolpe lundi soir lors d'une confÃ©rence de presse. Il s'est dit inquiet des consÃ©quences sur la population civile de l'offensive gouvernementale congolaise contre les FDLR. "Nous essayons de voir avec la Monuc comment gÃ©rer cette situation de faÃ§on Ã maintenir la pression sur les FDLR tout en limitant le plus possible les risques pour les civils", a ajoutÃ© l'Ã©missaire amÃ©ricain. DÃ©s janvier dernier, c'Ã©tait l'Ã©missaire de l'Union europÃ©enne dans la rÃ©gion des Grands Lacs, Roland Van Der Geer, qui avait rÃ©clamÃ© l'arrestation du gÃ©nÃ©ral Ntaganda. Ce dernier est notamment accusÃ© d'avoir recrutÃ© des enfants pour combattre en Ituri, dans l'est de la RDC. Il Ã©tait le chef de la branche armÃ©e du CongrÃ©s national pour la dÃ©fense du peuple (CNDP), Ã majoritÃ© tutsie, avant de se rallier au gouvernement de Kinshasa. La RDC a signÃ© le Statut de Rome fondant la CPI et qui l'engage Ã exÃ©cuter les mandats d'arrÃªt Ã©mis par la cour. Mais Kinshasa fait valoir que sa prioritÃ© est de pacifier sa frontiÃ©re Est.